

---

CLAUDIA RUIZ :

Bonjour, bon après-midi, bonsoir à tous. Bienvenue au webinaire de renforcement des capacités d'At-Large sur la géopolitique et la cybersécurité aujourd'hui lundi 1<sup>er</sup> juin 2020 à 21h00 UTC.

Il n'y aura pas d'appel nominal puisqu'il s'agit d'un webinaire. Toutefois, nous avons l'interprétation en anglais, français et espagnol ainsi que la transcription en direct pour l'appel d'aujourd'hui. Vous trouverez le lien sur le chat pour la transcription en temps réel.

Nous aurons également une section questionnaire à la fin du webinaire, donc n'hésitez pas à participer à ce questionnaire.

Merci à tous de nous avoir rejoints. Je cède maintenant la parole à la coprésidente du groupe de travail de renforcement des capacités d'At-Large, Joanna Kulesza.

JOANNA KULESZA :

Bonjour à tous. Merci Claudia. Bienvenue à un autre webinaire de renforcement des capacités d'At-Large. Merci de nous avoir rejoints. Bonjour, bon après-midi, bonsoir où que vous vous trouviez.

Ce webinaire de renforcement des capacités, comme vous pouvez le voir dans le descriptif, c'est une continuité de la discussion que nous avons eue lors de la dernière réunion virtuelle de l'ICANN, l'ICANN67. Et je suis heureuse de souhaiter la bienvenue aujourd'hui aux participants ainsi qu'aux intervenants, León Sanchez, vice-président du Conseil d'Administration, Veni Markovski, vice-président de l'engagement avec

---

***Remarque : Le présent document est le résultat de la transcription d'un fichier audio à un fichier de texte. Dans son ensemble, la transcription est fidèle au fichier audio. Toutefois, dans certains cas il est possible qu'elle soit incomplète ou qu'il y ait des inexactitudes dues à la qualité du fichier audio, parfois inaudible ; il faut noter également que des corrections grammaticales y ont été incorporées pour améliorer la qualité du texte ainsi que pour faciliter sa compréhension. Cette transcription doit être considérée comme un supplément du fichier mais pas comme registre faisant autorité.***

---

l'ONU à l'ICANN et Javier Rua-Jovet qui a accepté l'invitation de parler au nom de la communauté At-Large lors de cette réunion.

Nous utilisons un nouvel outil comme vous pouvez le voir pour ce webinaire, donc soyez patients. On est encore en train de découvrir les fonctions de webinaire sur Zoom, notamment pour les questions. Et pour cette réunion, nous avons demandé aux présentateurs d'inclure leurs questions sur cet outil. Donc soyez patients.

Merci d'avoir pris le temps de vous enregistrer pour ce webinaire et nous attendons avec impatience d'entendre les présentations qui vont nous donner des informations sur les discussions et la teneur des discussions qui ont eu lieu pendant l'ICANN67 mais aussi pour renforcer les capacités de la communauté At-Large s'agissant des questions essentielles et actuelles autour de la géopolitique et de la cybersécurité.

Comme Claudia l'a indiqué, nous sommes en train de fournir des services d'interprétation ainsi que de transcription si vous voulez les utiliser. Il y a également une section questions et réponses, donc nous répondrons aux questions qui seront posées à la fin des trois présentations. Il y a un ordre du jour un peu plus détaillé si vous allez sur le site web du renforcement des capacités d'At-Large.

Comme je l'ai dit, nous allons avoir trois présentations. Je vais demander à Veni d'ouvrir le feu. Il a participé à nos discussions lors de l'ICANN67 et il va nous expliquer le contexte géopolitique du travail de l'ICANN. Il y a en effet une discussion en cours à l'ICANN sur le processus multipartite et la manière dont il a un impact sur les relations internationales et les politiques internationales, le droit international. Et c'est d'ailleurs un domaine sur lequel Veni s'est spécialisé au sein de

---

l'organisation ICANN pour ce qui est de la présentation de la position de l'ICANN et du soutien à la communauté par rapport à toutes ces questions auprès des organes pertinents des Nations Unies. Donc ce serait aujourd'hui une continuité des discussions que nous avons eues et du débat en cours au sein de l'ICANN par rapport aux Nations Unies.

Ensuite, il y aura la présentation de León Sanchez qui va nous donner des informations sur les plans du Conseil d'Administration par rapport à la géopolitique, la cybersécurité, les discussions en cours.

Et j'aimerais que ce webinaire de renforcement des capacités puisse inclure aussi les défis actuels tel que la pandémie qui a également affecté notre communauté par rapport à la tenue normale de nos réunions. Et il faut également réfléchir par rapport à la manière dont ces processus ont eu un impact sur l'ICANN et sur la manière dont l'ICANN fait face à ces défis en termes de géopolitique et de cybersécurité.

Ensuite, Javier Rua-Jovet va nous donner son point de vue, son expérience du point de vue de l'utilisateur final par rapport à ce processus. Comme vous pouvez le voir sur l'ordre du jour, il y aura une question générale à laquelle nous allons essayer de répondre, à savoir renforcer les capacités pour qu'elles comprennent les processus mondiaux, les processus juridiques et politiques qui pourraient avoir une incidence sur l'ICANN. Le cas échéant, on va essayer de mieux comprendre quel serait cet impact. Et León va nous dire ce que fait le Conseil d'Administration à ce niveau-là.

Enfin, ce que je retiens de la séance de l'ICANN67, c'est la perspective de l'utilisateur final ou d'un utilisateur individuel. On va essayer à partir de cette position géopolitique de voir où se trouve l'individu dans

---

toutes ces discussions géopolitiques et techniques. Vous voyez que tous ces détails sont indiqués dans l'ordre du jour. Vous le verrez d'ailleurs sur les diapositives qui seront affichées à l'écran.

Sans plus attendre, je vais céder la parole à nos intervenants. Et par rapport aux discussions qu'on a eues auparavant, je vais demander à Veni de commencer par une mise à jour. Veni a commencé à partager avec la communauté des mises à jour par rapport au processus en cours et je crois qu'il va nous donner un petit peu de contexte. Mais je sais qu'il y a de nouveaux projets en cours, il y a des progrès qui sont enregistrés en dépit de la pandémie. Même si la pandémie a ralenti un peu ces progrès, il y a des progrès.

Donc Veni, je suis très heureuse pouvoir te céder la parole. Merci d'avoir accepté l'invitation. Et c'est à vous la parole.

VENI MARKOVSKI :

Merci beaucoup. Je suis très heureux de vous voir si nombreux participer à ce webinaire aujourd'hui. Pouvons-nous passer à la diapositive suivante s'il vous plaît ?

Pour ceux qui ont participé à d'autres discussions par le passé, vous saurez peut-être qu'il y a eu quelques évolutions. Donc si vous avez des questions, n'hésitez pas à me les poser une fois que toutes les présentations auront été faites.

Au sein de l'équipe engagement de l'ICANN et dans le contexte de nos fonctions, je suis responsable des relations avec les Nations Unies. Aux Nations Unies, nous travaillons beaucoup autour de tout ce qui tourne

---

autour de l'Assemblée générale des Nations Unies, UNGA en anglais. Il y a plusieurs comités.

Il y a un premier comité qui a à voir avec les questions liées à la sécurité. Il y a un deuxième comité sur la gouvernance de l'internet, y compris le FGI et d'autres thématiques connexe et toutes les discussions qui tournent autour de l'informatique, des communications. Ensuite, le troisième un comité est cela va nous intéresser le plus puisqu'il porte sur la rédaction d'une nouvelle convention des Nations Unies sur la cybersécurité.

Au sein du premier comité, il y a deux groupes qui ont commencé à travailler, l'un dont j'ai simplement indiqué l'abréviation. Et d'ailleurs, pendant le questionnaire, je vais vous poser une question par rapport à la sinisation de ce sigle. Nous avons le groupe de travail à composition non limitée, OEWG en anglais. C'est un intitulé très long. Ils travaillent dans le domaine de l'information, de la communication dans le contexte de la sécurité internationale. Et aux effets de ce webinaire, on peut l'appeler OEWG sur la cybersécurité.

Le deuxième groupe... On me dit que je parle un peu trop vite donc je ralentis. Ce deuxième groupe de travail, c'est le groupe d'experts gouvernementaux qui traite également de questions liées à la cybersécurité.

Le troisième dont j'ai parlé qui va commencer à travailler en août de cette année, c'est OECE en anglais, comité intergouvernemental à composition non limitée ad hoc d'experts. C'est le groupe de travail sur lequel on s'est beaucoup concentrés du point de vue de la communauté plus large et non seulement de l'ICANN, mais autour de l'ICANN, qui

---

nous intéresse dans le cadre des règles générales de l'assemblée générale. Je vais d'ailleurs vous indiquer un lien sur le site web pour que vous puissiez aller consulter ce site web et voir ce qui se produit. Il y a beaucoup de documents qui sont rédigés, il y a beaucoup de commentaires qui ont été faits au cours des derniers mois de la part des États membres mais également des organisations non gouvernementales, y compris certaines organisations qui sont activement engagées auprès de l'ICANN. Et tous se concentrent sur la rédaction du projet de rapports de l'OEWG. Donc il s'agit de rapports qui sont coprésidés par un diplomate suisse dans le cas de l'OEWG et dans le cas du GGE par un délégué brésilien, qui vont faire rapport à l'assemblée générale.

Maintenant, il y a certaines propositions provenant de certains États membres et parfois, on parle du fait de ne pas nommer les fonctions de l'ICANN mais la mission de l'ICANN. Et c'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles nous sommes engagés avec la communauté de diplomates aux Nations Unies, pour apporter notre expérience, nos connaissances auprès des diplomates afin que ces derniers comprennent bien la manière dont l'internet fonctionne et comprennent bien quel est le rôle de l'ICANN ainsi que d'autres organisations.

À l'occasion de réunions passées de l'ICANN et aujourd'hui, nous avons organisé des webinaires à l'attention des diplomates, de Genève à New York. Nous avons eu 116 participants si je ne m'abuse. Plus tard sur le chat, je vous indiquerai un lien qui renvoie vers un document qui décrit bien ce webinaire parce que les diplomates de New York et de

---

Genève nous ont rejoints à l'occasion de ce webinaire. Ensuite, le CTO de l'ICANN a également participé ainsi que Naela Sarras de l'IANA.

L'OEWG, il y a quelques jours, a élaboré un nouveau projet de rapport qui a été rendu public le 27 mai. Nous allons avoir une réunion virtuelle avec les États membres les 15, 17 et 19 juin pour voir quel est leur sentiment par rapport à ce projet de rapport de l'OEWG.

Et en raison du coronavirus, le siège des Nations Unies est fermé donc il n'y a pas de réunion physique et il y a beaucoup de délibérations par rapport à la manière de poursuivre nos activités et nos discussions dans ce contexte parce qu'aux Nations Unies, on n'est pas habitués à avoir des réunions virtuelles et il y a beaucoup de conversations qui se produisent dans les couloirs, aux pauses-café, etc. Donc étant données les circonstances, je crois pouvoir dire que le président de l'OEWG est en train de faire son possible pour qu'il y ait une discussion de fond sur ce projet de rapports et sur la discussion qui va venir avec les États membres.

Ensuite, le groupe d'experts gouvernementaux – d'ailleurs, j'aurais dû vous dire que l'OEWG était censé produire ou publier son rapport d'ici l'automne et non pas l'été. Et nous allons voir s'ils vont pouvoir s'en tenir à cette date butoir ou s'ils vont devoir reporter la date.

Le groupe d'experts gouvernementaux est composé de 25 experts de 25 États membres. Il n'est pas ouvert à consultation avec d'autres parties prenantes et sa mission est de finaliser un rapport d'ici le printemps prochain. Ces deux groupes travaillent sur la base du consensus, donc leur rapport doit être consensuel, ce qui implique beaucoup de diplomatie. Et pour la communauté ICANN, c'est un peu étrange à

---

moins qu'il ne s'agisse de diplomates qui sont habitués à ce genre de choses.

En ce qui concerne l'OECE qui est censé débattre du projet de nouvelle convention des Nations Unies sur la cybersécurité, ce groupe devrait se réunir en août pour continuer à parler de cela mais tout va dépendre de l'évolution de la situation. On était supposés se réunir à New York au mois d'août pour en parler mais avec la question de la covid-19 et toute la situation actuelle, on ne sait pas bien ce qui va se passer.

Ensuite, d'autres entités qui sont aux Nations Unies. Je ne parlerai pas beaucoup de l'ECOSOC et de la CSTD, la Commission sur les sciences et le développement de la technologie. La CSTD c'est un élément qui discute des points à gauche du WSIS. Donc en mai, Göran Marby est venu aux Nations Unies pour avoir une réunion avec le Secrétaire général mais maintenant que tout est virtuel, cette réunion a été reportée.

Je vais m'en tenir là. Si vous avez des questions ou des doutes, n'hésitez pas à me le dire, je vous répondrai après León.

JOANNA KULESZA :

Merci.

Il me semble qu'il nous reste encore quelques minutes pour cette partie. Peut-être que vous pourriez aborder comment ces processus sont en lien avec la mission de l'ICANN, en quoi ils ont rapport. Si vous pouviez l'expliquer en plus de détails, nous vous en serions reconnaissant.

---

VENI MARKOVSKI : Oui, bien sûr. Je n'étais pas sûr du temps qu'il me restait. Je ne sais pas combien de temps m'a été alloué.

JOANNA KULESZA : D'après l'ordre du jour, il vous reste encore 10 minutes. Donc vous pouvez y aller. Vous pouvez parler plus lentement si vous voulez aussi.

VENI MARKOVSKI : C'est très bien.

L'ICANN échange avec l'ONU est ils participent depuis quelques années, depuis que j'ai déménagé à New York et que je m'y suis installé, parce que nous nous sommes rendus compte qu'il y a beaucoup de débats qui se tiennent à New York. D'ailleurs en 2015, pour ceux qui ne le savent pas, il y a eu le WSIS, le sommet mondial de la société de l'information. C'est un événement qui a eu lieu en 2003 et en 2005, on s'est réunis à Tunis d'abord et puis à Genève et à partir de ces réunions, on a créé le forum sur la gouvernance de l'internet que vous connaissez tous probablement.

Donc en 2015, les Nations Unies ont commencé à débattre de la continuité du FGI qui a résulté en une durée encore de 10 ans. Pour ceux qui ont participé au FGI, en particulier au cours des dernières années, il y a eu une augmentation au niveau de la participation et des ateliers aussi. Il y a énormément de sujets qui y sont abordés. En particulier, c'était l'Assemblée générale des Nations Unies qui a discuté de la manière de changer de ce forum de gouvernance de l'internet. Les

---

Nations Unies ont également le pouvoir de changer la manière de fonctionner du FGI.

Et c'est pour cela que nous nous sommes impliqués au sein des Nations Unies, parce qu'il y a énormément de délibérations qui se tiennent à huis clos et qui sont l'occasion de discuter des sujets liés à l'internet et à la gouvernance de l'internet. D'ailleurs, très souvent lorsqu'ils discutent des différents sujets, on les voit apparaître également dans le groupe de travail à composition non limitée et dans les documents résultant d'autres groupes également. On débat de l'infrastructure de l'internet par exemple. Et dans nos délibérations avec eux, on nous a également expliqué que cela comprend le système des noms de domaine. D'ailleurs, je partagerai un lien avec vous sur le chat ; le voilà. Vous y trouverez par exemple des commentaires de différents pays et de différentes organisations non gouvernementales qui signalent le DNS comme l'infrastructure essentielle de l'internet, qu'il faut le protéger et qu'on ne parle pas tellement du comportement des États membres.

Ceci étant, on voulait s'assurer que lorsque les diplomates allaient aborder la question et discuter de cela, ils auraient suffisamment d'informations et seraient suffisamment informés mais que le personnel des Nations Unies aurait également suffisamment d'informations et que tout le monde comprendrait ce que sont ces fonctions pour que ce ne soit pas pratiquement impossible d'aborder ce sujet avec eux.

Il s'est avéré que ce processus permet à l'ICANN et à sa communauté d'apprendre du fonctionnement de l'ONU et que l'ONU a également l'occasion d'apprendre sur le fonctionnement de l'ICANN et sur ce qu'il s'y passe. Autrement dit, c'est une initiative de sensibilisation mutuelle.

---

Cela change d'année en année parce que les représentants d'un côté et de l'autre changent constamment. Et à chaque fois que les délégations changent de représentants, on change la manière de discuter de cela ou la couverture de certains sujets ou d'autres. Ce n'est pas toujours le cas, mais en général, les experts et les délégations sont composées de personnes qui ont fait des études en études internationales, en diplomatie ou sciences politiques. Donc elles ne comprennent pas très bien ce qu'est le FGI, ce que fait l'ICANN, ce à quoi sert le DNS, etc. Donc on consacre énormément d'efforts pour apporter toutes ces connaissances aux Nations Unies.

En revanche, on a des diplomates qui viennent parfois nous adresser la parole, qui viennent participer à nos forums comme au FGI et qui nous apprennent sur ce qui se passe au sein de l'ONU. On espère pour l'ICANN que ce qui se passe à l'ONU et son incidence sur notre travail sera plus compréhensible mais que l'on pourra également leur faire comprendre quel est notre travail et quel est l'impact que leurs actions ont sur nous et notre mission.

J'espère vous avoir donné une meilleure idée de pourquoi nous échangeons avec ces groupes, pourquoi nous nous y impliquons, pourquoi nous participons à l'ONU. Vous savez qu'il s'agit d'une organisation intergouvernementale, ce n'est pas une entité multipartite, c'est-à-dire que cela requière une certaine innovation pour intégrer les participants d'autres groupes de représentants. Auparavant, on disait « la séance formelle sera désormais finie et on inaugurerait une nouvelle séance extra officielle. » Maintenant, on a changé cela et on considère que toutes nos séances sont ouvertes et officielles pour tout le monde. C'est donc un travail en cours qui pose des défis et des difficultés parce

---

qu'avec des groupes de travail, on a souvent d'autres pistes de travail en parallèle. Il est difficile d'être au courant de tout ce qui se passe et cela le deviendra encore plus avec l'apparition de ce nouveau groupe de travail à composition non limitée qui rédigera la convention des Nations Unies. Or, nous ferons de notre mieux pour échanger avec les gouvernements et pour rester au courant de tout ce qui se passe.

Merci.

JOANNA KULESZA :

Merci Veni. Je remercie également les participants qui ont posé des questions sur le chat. Je vous encourage également à utiliser la fonction Q&A de ce panel. Nous avons un panel d'experts formidables qui vont suivre les questions et qui répondront lors de la partie questions et réponses de notre séance.

Je vois en ce moment-même que nous avons des questions de Javier et de Vanda qui se concentrent également sur la manière de communiquer les positions communautaires de la communauté de l'ICANN dans les cercles diplomatiques et des Nations Unies où Veni représente la communauté au nom de l'organisation ICANN. Dans ce sens, je vais sans tarder céder la parole à León Sanchez pour qu'il nous recommande et nous explique quelle est la position des dirigeants communautaires pour aborder cette préoccupation. Que devrait faire la communauté pour soutenir ce travail de communication des messages de l'ICANN dans ces environnements et ces entourages diplomates ?

Vous aurez, je réitère, 20 minutes chacun pour vos interventions. Si le temps le permet, on vous donnera plus de temps pour pouvoir

---

répondre aux questions si vous en avez. Merci et León, vous avez la parole.

LEÓN SANCHEZ :

Merci Joanna, merci de m'avoir invité et merci d'avoir présenté ce petit récapitulatif de ce que nous faisons vis-à-vis des différents sujets que vous avez évoqués.

Au cas où vous ne connaissez pas le plan stratégique de l'ICANN pour les exercices fiscaux 2021 à 2025, je tiens à vous rappeler que nous avons inclus des objectifs stratégiques visant à aborder les problématiques géopolitiques qui ont une incidence sur la mission de l'ICANN pour garantir que l'on ait un internet unique, global et interopérable. Le plan stratégique est accessible à travers le lien que je viens de partager sur le chat.

Et je le disais, nous avons donc défini des objectifs stratégiques que nous croyons pouvoir atteindre. C'est pourquoi nous avons établi deux objectifs stratégiques dont le premier, qui est bien évidemment intégré dans notre plan stratégique, qui est d'identifier et de répondre aux défis mondiaux et aux opportunités qui sont dans notre portée et dans la portée de la mission de l'ICANN à travers le développement de système d'alertes précoces comme par exemple les rapports de développement de politiques de l'ICANN que vous pourrez consulter à travers le lien que je viens de publier sur le chat.

Nous croyons également que cet objectif peut être atteint à travers l'établissement d'alliances au sein de l'écosystème de l'internet et au-delà dans le but de faire de la sensibilisation et d'échanger avec les

---

parties prenantes vis-à-vis de la mission de l'ICANN et de notre travail. Voilà donc les deux objectifs stratégiques qui sont inclus dans notre plan stratégique.

Nous avons bien sûr suivi les différents développements et les différentes problématiques qui sont susceptibles d'avoir un impact sur la mission de l'ICANN et sur notre travail en lien avec les relations internationales, la gouvernance de l'internet et autres. Nous travaillons de près avec l'organisation ICANN pour répondre à ces problématiques.

J'ai vu que Vanda posait la question sur le chat pour savoir si l'organisation ICANN a informé le Conseil d'Administration du travail fait, donc s'il y avait un suivi ; la réponse est oui. Le Conseil d'Administration reçoit des mises à jour périodiques de Mandy Carver et de son équipe et dans ces rapports, toutes les informations sur les événements récents et sur les discussions qui se tiennent à ces sujets sont détaillées.

Nous avons bien sûr suivi des initiatives comme celles dont parlait Veni, la convention des Nations Unies ainsi que la question des nouveaux protocoles IP, question dont vous aurez sûrement entendu parler qui est d'un ordre plus technique et qui vise à répondre à un problème qui n'est pas vraiment un problème. On m'a expliqué parce que j'ai posé la question à mes amis un peu plus techniques par rapport à cette nouvelle initiative de changer l'IP pour savoir ce que cela pourrait impliquer pour le travail de l'ICANN et pour notre avenir.

En général, la réponse par rapport à ce nouvel IP est que le but est de résoudre un problème qui n'est pas vraiment un problème. C'est pourquoi on continuera à faire le suivi de ce type d'événements et on

---

continuera à échanger avec les acteurs et les personnes qui ont un intérêt dans ces discussions.

Aujourd'hui, je voulais donc partager avec vous l'approche du Conseil d'Administration de l'ICANN sur les différentes questions liées à la géopolitique que nous considérons pertinentes ainsi que dans le domaine de la gouvernance de l'internet.

Notre approche du côté du Conseil d'Administration comme du côté de l'organisation ICANN est divisée en trois catégories, à savoir si l'ICANN doit assumer le rôle de direction, c'est-à-dire si c'est à nous de motiver et de faire avancer la discussion et d'agir en tant que dirigeant ; deuxième catégorie, lorsque l'ICANN doit assumer un rôle de collaboration actif, ce qui pourrait impliquer différents acteurs dans les secteurs académiques, techniques, commerciaux, autres qui impliquent une approche différente ; et finalement troisième catégorie, celle de la participation sélective.

Ces différentes approches suivent la notion que l'ICANN est un acteur qui devrait échanger avec les communautés pour renforcer les capacités, pour générer de la sensibilisation, pour expliquer comment fonctionne le système, pour orienter les décideurs pour qu'ils prennent les meilleurs décisions possibles pour que les identificateurs de l'internet puissent fonctionner comme ils le font.

Ensemble avec l'organisation ICANN, nous avons également créé une charte de participation gouvernementale que vous pourrez trouver en accédant au lien que je viens de partager sur le chat. Vous y trouverez trois principes que suit le Conseil d'Administration de l'ICANN au moment d'échanger avec les gouvernements ou avec les autres entités

---

représentatives. On se demande s'il y aura des limites à la fourniture d'informations techniques vis-à-vis de la mission de l'ICANN. Il se pourrait qu'il y ait certaines juridictions dans lesquelles l'organisation ICANN ait des limites à suivre ou même des interdictions qui lui soient imposées pour le partage de ces informations, donc cela veut dire qu'il faut à chaque fois vérifier notre position ou nos facultés dans chaque juridiction avant de décider quoi faire.

Puis, il y a également d'autres juridictions dans lesquelles l'organisation ICANN évalue de participer. Et finalement, s'il y a des propositions dans une période de consultation publique qui nous ont été formulées ou s'il y a d'autres informations qui aient été partagées sur le site web de l'ICANN.

Ce sont les principes qui guident la manière dont l'organisation ICANN échange avec ces autres entités comme je le disais, toujours avec la supervision du Conseil d'Administration. Nous avons beaucoup travaillé avec l'organisation ICANN pour identifier les défis, les risques et même les menaces pourrait-on dire pour le fonctionnement de la mission de l'ICANN en termes géopolitiques.

Avec ce, Joanna, je vous remercie encore une fois de m'avoir invité à participer aujourd'hui. Et je suis bien sûr prêt à répondre à toutes les questions que vous pourriez avoir.

JOANNA KULESZA :

Merci León. Votre présentation a été très informative. Je pense que vous avez fait un travail formidable pour résumer l'interaction entre les communautés et l'organisation ICANN.

---

J'avoue que l'une des questions les plus intéressantes qui étaient posées lors de notre séance initiale sur la géopolitique et la cybersécurité portait sur l'intérêt ou la position des parties non contractantes et des utilisateurs finaux non commerciaux. Donc ce sont tous ceux qui sont en ligne et qui ont l'occasion ou la possibilité d'être représenté au sein de la communauté ICANN grâce à notre structure.

Cela dit, je vais maintenant céder la parole à Javier Rúa-Jovet, représentant de la communauté At-Large, qui essaie d'identifier les intérêts individuels des utilisateurs finaux, leurs intérêts comme personnes, mission qui est difficile mais qui devrait pouvoir nous permettre de mieux comprendre comment la communauté At-Large peut mieux garantir le bon fonctionnement de ces processus. Javier, allez-y.

JAVIER RUA-JOVET : Merci Joanna. Vous m'entendez correctement ?

JOANNA KULESZA : Oui, on vous entend très bien. Allez-y.

JAVIER RUA-JOVET : Merci Joanna de m'avoir invité.

Bonsoir à tous, buenas tardes. Je suis Javier Rúa de l'ALAC de la région Amérique latine et Caraïbes de l'ALAC, comité consultatif d'At-Large de l'ICANN. Je viens de Porto Rico. Et comme le disait Joanna, j'essaierai de vous parler un peu de notre travail pour deviner les attentes et les perspectives des utilisateurs finaux. Je parle ici non pas comme représentant de l'ALAC mais communauté prosommateur de l'internet

---

parce que moi aussi, je fournis et je produis des services sur internet. Je parle en mon propre nom et dans la mesure du possible, j'essaie de représenter d'autres utilisateurs finaux de l'internet lorsque je parle à ce titre.

Dans ma présentation, j'aborderai quelques questions philosophiques au départ dans le premier tiers de ma présentation environ. Je m'excuse, je sais que ma présentation a beaucoup trop de texte et que ce n'est pas ce qu'il y a de mieux. Les présentations de Veni et de León qui étaient plus synthétiques étaient beaucoup plus utiles dans ce sens que la mienne, mais il me reste du travail à faire, j'ai beaucoup à apprendre dans ce sens.

Mais je suis là pour parler de l'élaboration de règles internationales, de géopolitique, de la covid. Soyez patients avec moi, j'essaierai d'avancer – c'est quelque chose d'un peu expérimental – puis j'entrerais dans le détail avec toutes ces questions.

L'internet avec le marché le plus vaste, le plus efficace et le plus libre d'informations, d'idées, de services et de biens. L'internet est né au cœur de tensions géopolitiques et continue d'être entouré de tensions géopolitiques. Même si cela paraît contradictoire, pendant la guerre froide, il y a cette croissance technologique et on crée DARPA, l'agence pour la recherche scientifique et technologique de la Défense des États-Unis. Et par chance, les règles et protocoles de l'internet ont été écrits et élaborés par des civils, des ingénieurs civils. Mais l'internet était un processus non gouvernemental d'élaboration de politiques, c'est pourquoi on parle de multipartisme plus tard.

---

Mais l'internet, d'une manière générale, était un processus assez large et a été créé et donné aux gens. Et les gens en ont fait ce qu'il est aujourd'hui et ce processus n'a cessé d'évoluer, de devenir de plus en plus inclusif et ouvert en incluant la perspective des individus. C'est pourquoi on parle d'un modèle multipartite.

Et comme tout marché – diapositive suivante s'il vous plaît –, l'internet ne peut être totalement libre et juste sans des règles claires. Donc cela inclut des règles sur tout ce qui concerne la cybersécurité, la cyberliberté, la cybercriminalité. Et dans ces processus qui sont des processus mondiaux, l'humanité est confrontée à deux options critiques pour faire face aux défis. Ce peut être des virus, ou mettre en équilibre la cybersécurité et les droits humains. La première option est entre la cybersécurité et la cyberliberté, et la deuxième option est entre l'isolement nationaliste et la solidarité mondiale humaine.

Donc pensons à la situation actuelle du coronavirus. Avec un suivi permanent, une surveillance des citoyens permanente qui semble être une méthode efficace pour lutter contre la pandémie. Et cela se fait par des capteurs, des algorithmes et autres. Et ces outils semblent si efficaces que cela ne semble pas poser de problème même si cela érode tout à fait les droits humains, même si l'état outrepassé les processus démocratiques en vigueur.

Mais la répression, ce n'est pas seule manière de faire appliquer la loi. Faire appliquer la loi peut également se fonder sur la confiance des utilisateurs avec une bonne relation, le respect de la constitution et permettre aussi aux citoyens de prendre des décisions individuelles et collectives en fonction de ces informations scientifiques. Cette option,

---

bien entendu, est beaucoup plus complexe et semble peu plausible conformément au comportement actuel de certains de nos dirigeants. Mais si ce type d'approche est effectivement appliqué, alors le monde post-covid19 sera meilleur.

Et si on poursuit cette expérience, la pandémie est par définition un problème transnational, transfrontalier. Il ne connaît pas de frontière et ne peut être résolu de manière efficace que par une coopération transfrontalière. Et pour lutter contre ce virus, il faut partager des technologies, des informations aussi vite et efficacement que possible. On peut consulter depuis le Canada la Corée du Sud puisque la Corée du Sud est à une étape plus avancée que le Canada, et peut-être que les docteurs canadiens et sud-coréens pourront approfondir leur niveau de connaissances et de compréhension mutuelles. Cela vous dit quelque chose ?

Si on dit les choses plus simplement, la coopération mondiale efficace, libre et fondée sur la confiance est essentielle pour parvenir à résoudre des problèmes transfrontaliers, qu'il s'agisse de pandémie, de prolifération nucléaire, de changements climatiques ou de cybersécurité.

Le multilatéralisme par rapport au multipartisme. Il y a beaucoup de processus en cours aux Nations Unies et d'une manière générale, il s'agit de processus multilatéraux ou qui impliquent plusieurs gouvernements. En général, le fait de légiférer dans le domaine du droit international, cela se fait de manière bilatérale ou multilatérale. Les États souverains parlent aux autres états souverains qui prennent des décisions juridiques. Ces décisions deviennent contraignantes si l'état le

---

souhaite ainsi en vertu des traités, de documents qui sont élaborés, signés, ratifiés, que les législateurs peuvent ratifier et/ou ces normes deviennent contraignantes si elles sont appliquées de manière universelle par les états dans les us et coutumes, dans la pratique, et que ces états les considèrent comme étant contraignants. Donc il ne s'agit pas simplement de principes contraignants d'un point de vue moral. Donc voilà de quoi il s'agit quand on parle de droit international aujourd'hui. Il s'agit de conventions et d'us et coutumes universelles. Vous voyez ici un exemple dans les statuts de la Cour internationale de Justice – il s'agit d'un autre traité, l'Article 38.

Peut-être que certains d'entre vous ne le savent pas, il y a une grande différence entre le multilatéralisme et le multipartisme qu'on fait ici à l'ICANN. Le multipartisme promeut la participation de tous les acteurs privés et publics intéressés en impliquant tout le monde dans une discussion ouverte, transparente et collaborative comme cela a été le cas dans l'exemple que je vous ai donné des docteurs canadiens en rapport avec la Corée du Sud. Donc les décisions auxquelles on parvient dépendent du degré de confiance et d'acceptation des différentes parties privées et publiques vis-à-vis des intérêts. Donc il y a des entités privées, des personnes, des groupes de personnes ; voilà les parties prenantes. Donc le multipartisme, c'est un groupe de personnes, qu'elles soient physiques ou juridiques, et elles sont traitées comme des parties prenantes équivalentes ou sur un même pied d'égalité que les gouvernements.

La question qu'on se pose aujourd'hui – et pour ma part, j'en suis convaincu – c'est est-ce que l'approche multipartite serait meilleure que l'approche multilatérale par rapport à la cybersécurité et même s'il y a

---

des voix pour que les individus puissent avoir un impact sur la cybersécurité et sur le processus menant à la cybersécurité ?

Comme cela a été dit et comme León à l'instant vient de le dire, la plupart des processus actuellement en cours sont multilatéraux, intergouvernementaux visant à élaborer par exemple un traité sur la cybersécurité, ce qui veut dire que les États-Unis parlent au Canada et on espère aussi à la Chine. Donc ce sont plusieurs pays qui se parlent les uns avec les autres pour pouvoir élaborer ensemble des règles sur lesquelles on espère ils vont se mettre d'accord dans des domaines comme la cybersécurité et sur des questions de sécurité qui concernent les états.

Et ces processus ne semblent pas être clairement ouverts pour les utilisateurs individuels. Et le comité scientifique de ECOSOC, qui est légèrement ouvert à la société civile, c'est peut-être un exemple. Il y a le processus du FGI, le processus du sommet mondial également sur la société de l'information.

Et dans le cadre de cette discussion multilatérale et internationale sur la cybersécurité, il y a le forum sur la gouvernance de l'internet qui devait avoir lieu en Pologne, mais ce sera certainement une réunion virtuelle. C'est un peu l'idée du sommet mondial de la société de l'information, c'est-à-dire un processus... C'est un forum qui promeut le dialogue et qui est ouvert à différentes perspectives. Ce n'est pas comme l'ICANN. L'ICANN, c'est réellement un forum multipartite qui applique ce processus multipartite dans tous ses processus politiques.

---

Lors de la dernière réunion FGI, le point de vue exprimé par le Secrétaire général de l'ONU, c'est ce qui est apparu à Berlin lors de la dernière réunion du FGI.

Voilà ici une citation du Secrétaire général de l'ONU. Pour le Secrétaire général – là, j'ai cité quelques expressions qu'il a employées – il se sent plein d'espoir par rapport à l'ouverture mais il voit également les dangers de certaines de ces technologies. On reconnaît tous que toutes ces technologies sont à double tranchant. Ce sont des technologies qui peuvent être utilisées à bon escient ou à mauvais escient. Donc la plupart des technologies qu'on utilise peuvent être utilisées soit à de bonnes fins, soit à de mauvaises fins.

C'est également le cas pour le caractère privé des données. Donc les pays essaient de réglementer l'utilisation de ces technologies dans le cadre des traités. Mais moi, en tant qu'utilisateur de l'internet, ce qui m'intéresse, c'est d'équilibrer dans cet accord que veulent atteindre les pays mon propre intérêt qui a à voir avec ma vie privée, la confidentialité de ma connexion internet, ce que je trouve sur internet, ce que m'apporte internet. Cela, c'est la différence entre les intérêts d'un état et les intérêts d'un individu particulier.

Vous voyez certaines citations du Secrétaire général de l'ONU. Et sur cette autre diapositive, vous voyez d'autres citations. Il fait des invitations très claires aux utilisateurs finaux pour prendre en considération leurs points de vue. Il y a cette citation également par rapport au fait que ce dialogue [inaudible] renvoyé dans un forum approprié de discussion. Ce que dit le Secrétaire général de l'ONU, c'est que les utilisateurs finaux, leurs points de vue et leurs arguments seront

---

entendus et communiqués. Et cela, c'est intéressant de le voir ; c'est une nouveauté.

Diapositive suivante s'il vous plaît. Il n'y a pas grand-chose d'autre à ajouter. Mais par rapport à la question des gens qui ont créé l'internet, il est clair que nous, les gens de l'internet, devront trouver des moyens pour mettre au défi toutes les entraves au multilatéralisme. Donc il faut faire entendre notre voix à toutes les tables possibles. Cela s'est déjà produit dans l'espace ICANN. L'ALAC dont je suis membre est la principale organisation qui représente les intérêts des utilisateurs finaux – c'est ce que l'on fait d'ailleurs maintenant, en ce moment-même ; c'est une excellente chose. Mais il y a plusieurs complexités par rapport à présenter de manière cohérente les points de vue dans les différents fora.

Il y a différentes nationalités, régions, points de vue qui sont représentés. Dans mon cas personnel, je viens d'une petite île, d'un petit état insulaire, Porto Rico dans les Caraïbes, mais avec une juridiction anglophone. Et pour nous c'est très simple comparé à l'Australie, à l'Asie-Pacifique ou à la région africaine où il y a beaucoup de pays et beaucoup d'intérêts différents. Donc notre diversité est l'une des principales difficultés.

Et à l'ALAC, il faut qu'on s'en tienne à notre mission, notre mission technique d'abord qui est très spécifique par rapport aux noms de domaine, aux adresses, aux technologies, aux numéros. Donc cela, c'est l'aspect technique. Et un grand défi est de créer un intérêt des gens, donc une communauté civile, transnationale, autonome capable de faire face et de se tenir droit face aux points de vue westphaliens. Il

---

s'agit de structures, d'institutions qui impliquent des alliances très difficiles du point de vue politique.

Lors de la dernière réunion ICANN, Milton Mueller a été un des intervenants et il a d'ailleurs dit certaines choses polémiques sur cette question. Il a dit : « Nous, les gens de l'internet, nous pouvons nous [inaudible]. » et vous voyez ici cette citation à l'écran qui parle de ce défi. Seule une alliance de la société civile peut motiver et peut réunir tout le monde.

Donc la question, c'est comment mettre en place ces alliances ? Nous avons des discussions à l'ALAC et ensuite, on a des choses plus importantes à faire pour être pertinents sur la scène internationale et dans le domaine géopolitique. Diapositive suivante s'il vous plaît.

Parlant de voix et des positions individuelles des utilisateurs finaux, il est facile de voir qu'il faut qu'il y ait une cohérence entre tout cela et qu'il faut des alliances. L'ALAC aborde ceci avec des initiatives comme la présence de Jonas et les efforts de Jonathan Zuck pour nous permettre d'agir ensemble et de concert. Mais je parlais des technologies de chiffrement et d'autres ; c'est facile d'imaginer cela mais si on discute de droits, il y a des discussions de droits qui sont en lien avec notre mission de l'ICANN, avec d'autres séminaires web, d'autres discussions qui par exemple devraient être garanties. On devrait garantir qu'il n'y ait pas de virus, pourquoi pas. Mais c'est à vous de définir quels sont les droits et ce sera à nous d'en débattre une fois que vous aurez décidé.

Je reviens encore sur le coronavirus. Je remercie votre patience. Mais du point de vue de la géopolitique et du coronavirus et du monde que nous aurons après cette pandémie, il y a plus de questions que de

---

réponses. Il serait un peu audacieux d'essayer de répondre à toutes ces questions. Mais la réalité est qu'en fait, on a plus de questions que de réponses dans ce sens. Est-ce que cela renforcera le nationalisme, les forces des pays ? Est-ce que nous préférons un modèle de gouvernance plus centré sur les états dans l'avenir ? Est-ce que les droits des hommes et des femmes seront garantis ? Est-ce que nous allons voir disparaître notre système ? Ou au contraire, est-ce que les démocraties constitutionnelles libres et libérales devraient réaffirmer les positions des personnes dans la rédaction de normes et de lois qui réaffirment le besoin d'existence des forums multilatéraux ? On n'a pas de réponses. Je voudrais pouvoir répondre mais d'après ce qu'on voit, on n'est pas très optimistes.

Merci de m'avoir écouté. Désolé d'avoir passé plus de temps que prévu. Et je vous recède la parole, Joanna.

JOANNA KULESZA :

Merci Javier. Je remercie tous nos présentateurs qui ont été inspirants. Il paraît que l'ICANN avance avec les contributions des utilisateurs et c'est grâce aux gens qu'on avance.

Nous en sommes maintenant à la partie du séminaire web consacrée aux questions. Je vois que les présentateurs ont répondu à certaines questions et qu'il y en a d'autres sur le chat. Je me demande si Claudia pourrait les lire. Il y a des questions qui ont été publiées sur le chat pour que nos panelistes y répondent. Claudia, êtes-vous d'accord ?

CLAUDIA RUIZ :

Oui.

---

J'ai une question de Oksana : « Ma question concerne la géopolitique et la structure de prise de décision. Cependant, il paraît qu'il y a des régions qui comprennent désormais des pays comme l'Ukraine et la Russie qui sont dans une même région. Donc on devrait représenter les intérêts de ces deux dans un forum tel que l'ICANN ignorant le fait qu'on aura différentes priorités. Mais on fait partie de la même région ; comment pourrait-on être représentées toutes les deux par un même représentant ? »

JOANNA KULESZA : Merci Claudia. Je me demande si un de nos représentants voudrait y répondre.

JAVIER RUA-JOVET : Oui. Je pourrais tenter d'y répondre. Merci Oksana.

Pour ce qui est des positions nationales au sein de l'ICANN, le forum pour établir ces positions nationales est en fait le GAC. J'espère qu'il y aurait une délégation ukrainienne qui diffère de la délégation russe au sein du GAC ; cela devrait être le cas.

Au niveau de l'ALAC, c'est l'une des difficultés que nous connaissons. Moi, je fais partie de la région Amérique du Nord qui est l'une des plus simples à gérer du point de vue de la quantité de pays. Or, il faut savoir que Porto Rico est un territoire qui fait partie de NARALO, mais nous sommes un pays latino-américain. Toute notre diplomatie internationale est assurée par les États-Unis, qui ne sont pas un pays latino-américain. Dans ce sens, c'est compliqué.

---

Lorsque je suis à l'ALAC, je préfère ne pas représenter Porto Rico ou l'At-Large au nom de l'Amérique du Nord. J'essaie de représenter au mieux possible les intérêts des utilisateurs finaux d'Amérique du Nord en tant que Latino de Porto Rico. Voilà ma réponse.

JOANNA KULESZA :

Merci Javier.

Je me demande si les autres panelistes ont des ajouts à faire par rapport à votre réponse.

VENI MARKOVSKI :

Oui, si vous me permettez, Je voulais préciser parce que Javier a fait allusion aux deux pays qu'évoquait Oksana qui ont bien sûr, je précise, deux délégations séparées au sein du GAC.

JOANNA KULESZA :

Merci Veni.

On a d'autres questions sur le chat. Je vais demander à Claudia de lire la question suivante et on verra si un des membres de notre panel souhaite y répondre. Allez-y Claudia.

CLAUDIA RUIZ :

Merci.

La question suivante est de Javier qui demande : « Veni, est-ce que l'organisation ICANN représente la position de l'ICANN dans les contextes diplomatiques ? »

---

VENI MARKOVSKI :

La plupart des délibérations qui se tiennent au sein de l'ONU ne sont pas liées à l'ICANN. Je reviens sur ce que disait je pense Javier sur la présentation. Les positions des pays membres de l'ONU qui ont été formulées ne correspondent pas à l'ICANN. Donc pour nos membres, c'est utile de discuter avec les ministères des Affaires étrangères et non pas avec les délégations qu'ils ont auprès de l'ICANN parce qu'autrement, ils n'ont pas souvent l'occasion d'interagir, d'intervenir ou autre parce que ces ministères siègent depuis des villes capitales et les membres ne sont pas toujours dans les mêmes villes. Les délégations que nous avons au GAC sont des opérateurs de télécommunication et ne sont pas des ministères des Affaires étrangères avec qui nous échangeons au sein de l'ONU. En général, il y a des agences qui travaillent en collaboration avec les ministères des Affaires étrangères. Donc on essaie de voir quels sont les membres du GAC qui pourraient être intéressés et qui pourraient interagir pour voir comment contribuer.

Lorsque nous discutons avec des diplomates au sein des Nations Unies, on ne fait pas de lobby au nom de l'ICANN. Ce qu'on fait, c'est de leur expliquer comment fonctionne l'internet, ce que cela veut dire que d'être un système interopérable, uni et comment fonctionnent les différents aspects de l'ICANN. On discute de l'impact que cela pourrait avoir sur l'ICANN et sur sa mission.

Merci.

---

JOANNA KULESZA :

Merci beaucoup Veni.

Si j'ai bien compris, il y avait une question de suivi. Vanda a repris la question de Javier et demandait si l'organisation ICANN envoie des informations au Conseil d'Administration. Il me semble que vous y avez répondu dans votre présentation. Je ne sais pas si León, vous voulez reprendre la question.

VENI MARKOVSKI :

Oui. León l'a expliqué.

JOANNA KULESZA :

Oui, León y a répondu ; on en prend note. Vanda, merci de votre question.

Nous avons une nouvelle question dans la section questions et réponses. J'essaierai de la lire. On demande : « Comment les états voient-ils la question de la cybersécurité à l'heure actuelle dans l'écosystème des Nations Unies ? Que pensent les états de la question de la cybersécurité à l'heure actuelle ? » Je me demande si un membre du panel voudrait y répondre.

VENI MARKOVSKI :

J'essaierai d'y répondre. Joanna, il paraît que les personnes qui font le sous-titrage connaissent votre voix mais pas la mienne.

C'est intéressant comme question parce que lorsque je lisais les noms des groupes de travail, il n'y a pas de groupe consacré à la cybersécurité. La cybersécurité comme terme n'est donc pas évoqué et

---

on parle de sécurité dans le domaine de l'utilisation de l'information ou dans le domaine technologique. C'est un concept très intéressant. Ce l'est également parce que si un terme n'est pas repris et expliqué et décrit, les Nations Unies essaient de ne pas l'utiliser. Vous verrez dans certains des commentaires venant de l'OEWG qu'il y a des états membres qui font allusion au fait que l'infrastructure d'internet, il s'agit d'un nouveau concept et qu'il vaut mieux ne pas en discuter.

Cela vous montre sur quoi il faudrait que l'on travaille pour expliquer les différences entre les différents termes pour qu'ils puissent en prendre note et refléter tout cela.

JOANNA KULESZA :

Merci Veni.

Javier lève la main sur le chat. Est-ce qu'il veut essayer de répondre à cette question ?

JAVIER RUA-JOVET :

Bien entendu, Veni a apporté une réponse qui était parfaite.

Or, nous savons tous que notre monde devient encore un monde de superpuissances. On parle de l'Orient qui devient de plus en plus puissant, à savoir la Chine. Et aux États-Unis et en Occident, on a toujours beaucoup de puissance. Donc la superpuissance de l'Occident, c'est les États-Unis et c'est un peu dangereux à mon avis.

Depuis de [nombreuses années], on en discute un peu. Il y a cette perception que les modèles autoritaires étaient plus efficaces pour gérer des crises que nos modèles actuels – dans le contexte du

---

coronavirus, c'est ce qu'on dit. Donc cela génère des discussions sur la cybersécurité.

Je pense que ce n'est pas bon pour les personnes parce que notre forum ne serait pas correct pour ce qui nous intéresse qui sont des intérêts autres que ceux des états. La sécurité des états est très similaire partout. On parle de protection frontalière, de protection de l'état, des intérêts de l'état et c'est commun partout, alors que les intérêts des utilisateurs finaux et des communautés sont liés à la vie privée, au droit politique, au droit civique des personnes.

Je vois donc un monde où il y a des superpuissances qui [s'enlisent] constamment. Il semblerait que ce qui nous intéresse en tant qu'individu pourrait être perdu de vue dans ce sens. C'est cela que je voulais dire.

JOANNA KULESZA :

Merci Javier.

On a d'autres questions qui sont posées ; j'essaierai de les lire. On en a deux autres sur le chat. On vient de répondre à la question qui était posée dans la section questions et réponses.

Question plus générale sur l'ICANN qui ne serait soi-disant pas en contact avec le monde réel des grandes superpuissances, on se demande que pourrait faire l'ICANN pour alléger ces tensions, pour les atténuer.

Pour Nigel demande : « Est-ce qu'on pense que la feuille de route à venir sur la coopération internationale du Secrétaire général des

---

Nations Unies pourrait aider à faire avancer le modèle multipartite dont nous avons discuté ? » On devrait voir comment cela est intégré à notre ordre du jour du présent appel.

Est-ce que vous voulez répondre à ces questions ou commentaires ?

VENI MARKOVSKI :

Oui, j'essaierai de répondre à la question de Nigel puis on verra comment on peut avancer. On verra si cela contribue à répondre.

Je ne l'ai pas dit dans ma présentation, mais c'est un autre niveau supplémentaire d'échange qui se tient au niveau du Secrétaire général des Nation Unies. Une fois que cette feuille de route aura été publiée, on verra si elle collabore ou pas dans ce sens.

JOANNA KULESZA :

Merci Veni.

León, Javier ?

LEÓN SANCHEZ :

Moi, je n'ai rien à ajouter par rapport à la réponse de Veni. Mais je voudrais essayer de répondre à la question précédente qui parlait du manque de contact ou de vision de l'ICANN vis-à-vis de la réalité actuelle de cette guerre froide entre les grandes puissances.

Nous, on n'est pas une organisation politique. C'est ce qui nous a aidé à l'ICANN à nous remettre des différentes tempêtes que nous avons connues. Je pense que ce n'est pas une question d'être conscients ou en contact avec une guerre froide qui puisse se passer. On est conscients

---

des différentes tensions qui ont lieu sur la scène internationale. Mais en tant qu'organisation technique et pas politique, à l'ICANN, on se concentre sur d'autres questions.

L'ICANN pourrait avoir différents rôles ; c'est ce que j'ai essayé de souligner au moment de souligner les trois approches que nous avons pour les questions de gouvernance. On a une catégorie de questions sur lesquelles il nous semble que l'ICANN devrait être dirigeante, une catégorie où il me semble que l'ICANN devrait être collaborateur avec quelqu'un d'autre et une catégorie de sujets qu'il faudrait suivre et à laquelle il faudrait faire attention. Donc c'est pour dire, on sent qu'il y a des questions politiques auxquelles il faudrait qu'on consacre notre attention pour suivre parce qu'il y a des choses qui se produisent, oui, mais il ne nous semble pas que la tâche ou la direction mérite de l'attention de l'ICANN et son implication.

Donc je réitère, nous ne sommes pas une organisation politique, on est une organisation technique.

JOANNA KULESZA :

Merci León. C'est exactement ce que nous essayons de montrer ici. On a une capacité technique et on essaie de montrer le lien de notre capacité technique avec la géopolitique.

Je ne vois plus d'autres questions sur le chat, je n'en vois plus dans la section questions et réponses non plus. Il me semble que la plupart des questions ont été abordées.

Pour ce qui est du processus, si j'ai bien compris – Claudia pourrait me corriger si ce n'est pas le cas – l'idée serait de demander aux

---

participants de répondre à certaines questions sur les leçons qu'ils tirent de ce séminaire web. Si c'est le cas, je vais demander aux membres du panel de patienter pendant quelques minutes et nous passerons aux remarques de conclusion. Est-ce que c'est correct, Claudia ?

CLAUDIA RUIZ :

Oui. Je vais tout de suite passer au sondage. Vous pouvez répondre au sondage.

Comment avez-vous entendu parlé de ce séminaire web ? Vous pourrez répondre tous, que vous soyez connecté à travers Zoom portable ou sur ordinateur.

Question 2. Dans quelle région vivez-vous en ce moment ? Où habitez-vous ?

Troisième question. Que pensez-vous par rapport à l'heure du webinaire, 21h00 UTC ?

Quatrième question. Le webinaire a-t-il prévu suffisamment de temps pour les questions ?

Question 5. Les présentations étaient-elles intéressantes ?

Question 6. J'ai appris quelque chose à partir de ce webinaire.

Question 7. Je voudrais participer à d'autres webinaires d'At-Large.

Nous vous laisserons quelques minutes pour y répondre et ce sera la fin de notre sondage.

---

JOANNA KULESZA :

Merci à tous. Je vais vous donner un moment pour répondre aux questions. Je vois qu'il y a une question sur le chat d'un participant. Je pense que ce doit être une question sur la quantité de participants qui nous ont rejoints à ce webinaire. Pour répondre à votre question, on a eu au total 104 participants.

Je vois qu'il y a quelques personnes qui nous ont déjà quittés.

Cependant, je voudrais prendre d'abord le temps de remercier les membres de notre panel. Nous les remercions d'avoir accepté notre invitation. C'est un sujet difficile, je le sais. León l'a très bien dit, on essaie ici de tracer une fine ligne entre la politique et le travail technique qu'assure la communauté de l'ICANN. Mais comme la sensation de Veni l'a bien montré, il y a une forte tension politique en augmentation autour de nos discussions. Et c'est formidable que l'organisation ICANN représente la communauté et se trouve dans les forums où se tiennent toutes ces discussions. C'est également parfait que le Conseil d'Administration ait un plan pour aborder ce défi.

Je salue particulièrement les contributions de Javier. Ce n'est pas une tâche facile d'essayer d'identifier la position globale mondiale des utilisateurs finaux et c'est ce que nous représentons à l'At-Large au sein de la communauté de l'ICANN.

Avec ce, en l'absence d'autres questions, voyant s'il y a des commentaires sur le chat, je vous remercie tous d'avoir pris le temps de nous rejoindre. Je sais que cette heure est un peu difficile pour certains parmi vous. Je vous remercie d'être restés jusqu'à cette heure pour

---

pouvoir participer à notre webinaire. Je remercie les panelistes. Il me semble que cette discussion se poursuit, on devrait continuer. On les remercie et on espère avoir leur collaboration.

Je remercie les interprètes. J'essaie de parler lentement. J'espère que ce sera suffisamment lent. Je vous remercie de faire des efforts pour suivre lorsque je ne parviens pas à parler suffisamment lentement et à un débit raisonnable. Merci à tous ceux qui nous ont rejoints pour aborder et explorer tout ce travail et ce nouveau monde. Merci au personnel, aux techniciens et à tous les participants qui se sont connectés pour essayer d'identifier cette fine ligne que nous traçons à l'ICANN.

Il nous reste quelques minutes mais je vais clore ce webinaire de renforcement des capacités. Si vous avez d'autres idées sur d'autres webinaires ou sur la manière de mieux renforcer les capacités et les compétences de la communauté de l'ICANN, en particulier au sein d'At-Large, sentez-vous libre de nous rejoindre, de me contacter moi ou notre personnel, faites-nous parvenir vos questions, vos commentaires, vos demandes d'information et on fera de notre mieux pour y répondre.

Merci à tous. Et la réunion est maintenant ajournée.

**[FIN DE LA TRANSCRIPTION]**